

Élaboration d'un document cadre sur l'autosuffisance alimentaire

FA.

Libreville/Gabon

LE ministère de l'Agriculture et de l'Élevage en charge du Programme Graine a organisé, mardi dernier, un symposium sur la formulation des politiques publiques dans le secteur de l'élevage. Cette rencontre entre multi-acteurs, notamment les promoteurs de la filière de l'élevage et les fonctionnaires de l'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Gabon, avait pour but d'éclairer sur la formulation des politiques adaptées dans le secteur élevage, en vue de trouver une solution à l'autosuffisance alimentaire et en matière de produits issus des filières élevage.

« Le travail consiste à générer un document cadre qui puisse permettre l'élaboration des lois et règlements, afin de permettre au gouvernement d'assurer une croissance économique soutenue, d'améliorer la sécurité alimentaire des populations,



Photo : F.A.

Le ministre Yves-Fernand Mamfoumbi (debout) a pris lui-même une part active aux débats.

d'assurer une meilleure gestion des ressources naturelles, d'assurer une sécurité foncière pour tous les producteurs, de générer les emplois et accroître les revenus en milieu rural, de promouvoir l'investissement public et privé pour un meilleur développement de ce secteur d'activité », a déclaré le ministre en charge de l'Élevage, Yves Fernand Mamfoumbi.

Sous le thème "comment améliorer la contribution des filières de l'élevage à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire au Gabon ?", des



Photo : F.A.

Une photo en souvenir du symposium sur l'élevage.



Photo : Innocent MBADOUJMA

Sur les 200 milliards de francs dépensés, 56% sont destinés à l'importation de la volaille.

échanges entre participants ont abouti à l'élaboration dudit document de la politique de développement de l'élevage.

Il faut dire que cet événement est venu à point nommé car, comme l'a expliqué le ministre de l'Agriculture dans son allocution de circonstance, les activités du secteur de l'élevage demeurent très peu développées au Gabon et leur croissance est quasi-nulle, avec un taux dans la formation du PIB inférieur à 1%. « Quelques chiffres clefs permettent d'édifier sur la situation de ce secteur. Sur 300 milliards de francs des importations des denrées alimentaires, 107 milliards de francs concernent les importations en matière de viande et abats comestibles dépensés par les autorités, 56% sont affectés pour la volaille, 30% pour la viande bovine et 10% pour la viande porcine », a dit le membre du gouvernement.

A la fin de l'atelier, plusieurs recommandations ont été faites, sur les mécanismes devant permettre la valorisation des produits d'élevage dans l'ensemble de la chaîne de valeur.